

BUDGET 2025, SUPPRESSIONS DE POSTES : UN CHOIX POLITIQUE

Le gouvernement a annoncé pas moins de **4000 suppressions de postes** dans l'éducation nationale pour la rentrée 2025 dont **700** pour l'enseignement privé sous contrat.

Le **premier degré** privé sera particulièrement touché avec 660 postes en moins.

Alors que le gouvernement Barnier prétend découvrir une dette abyssale laissée par ses prédécesseurs, **les premiers à en faire les frais seront les services publics.**

Réduire la dépense publique et supprimer des postes de fonctionnaires : l'union des droites, de Macron à Barnier avec le soutien de Le Pen, retrouve ses marottes, on se croirait retourner au bon vieux temps de Sarkozy et consorts.

La logique est purement comptable, l'humain est laissé au second plan, bien loin du terrain.

Or **un élève n'est pas un chiffre qu'on rentre dans un tableur**, il y a derrière des réalités territoriales multiples et hétérogènes. Il faut prendre en compte les multi-niveaux, l'inclusion, le trajet que certaines familles doivent faire pour conduire leurs enfants à l'école, le ramassage scolaire, la capacité d'accueil des locaux...

Malheureusement tous ces paramètres ne rentrent pas dans le logiciel gouvernemental qui ne vise que les économies. **Oui dans certains territoires une école est indispensable même si elle ne contient que 10 élèves.**



Réduire la dépense public et supprimer des postes de fonctionnaire : la logique purement comptable de l'Union des droites.

Ce maillage va s'affaiblir et les **conditions d'enseignement** vont inexorablement se **dégrader**.

Les premiers à en payer les pots cassés seront les **milieux ruraux et populaires**. Et c'est bien là que ce choix est politique, car au lieu de choisir de taxer les plus riches via le rétablissement de l'ISF, le conditionnement des aides aux entreprises, l'imposition des dividendes... l'union des droites de Barnier contribue encore et toujours à fragiliser et stigmatiser les mêmes catégories de population. **Peu importe que le RN soit aux portes du pouvoir, la Macronie est et restera son meilleur marchepied.**

Alors comment oser déclarer dans les médias que l'école est la priorité ? Comment prétendre vouloir élever le niveau ? **La France détient déjà de bien tristes records** : nombre d'élèves par classe le plus élevé d'Europe, salaire des personnels au plus bas ...

● BIEN LOIN DES REVENDICATIONS DE LA CGT :



- Augmentation de 400€ net/ mois
- Pas un salaire sous les 2000€ net
- Embauche massive de personnels formés

● D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES, ALORS NE BAISSONS PAS LES BRAS ET PRÉPARONS LES MOBILISATIONS QUI SEULES POURRONT LEUR METTRE UN COUP D'ARRÊT !